



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.561/2
du 16 décembre 2013

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
27 septembre 2006 établissant
la liste des titres professionnels
particuliers et des
qualifications professionnelles
particulières pour les praticiens
de l'art infirmier'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.561/2
van 16 december 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
27 september 2006 houdende
de lijst van bijzondere
beroepstitels en bijzondere
beroepsbekwaamheden voor de
beoefenaars van de
verpleegkunde'

Le 22 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 16 décembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 décembre 2013.

*

Op 22 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepsbekwaamheden voor de beoefenaars van de verpleegkunde'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 16 december 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier' apporte deux modifications à la liste des titres professionnels particuliers pour les titulaires du diplôme ou du titre d'infirmier gradué ou de bachelier en soins infirmiers.

Selon la déléguée de la ministre, « la modification concernant la santé communautaire a pour but de corriger une erreur de traduction et pour celle concernant les soins péri-opératoires, il s'agit d'une demande émanant du Conseil national représentant la profession infirmière afin d'adapter au mieux la formulation de cette spécialisation par rapport à la réalité de l'exercice de l'art infirmier ».

2. Comme l'indique son préambule, le projet examiné trouve son fondement légal dans l'article 35^{ter} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 'relatif à l'exercice des professions des soins de santé', qui dispose :

« Le Roi établit la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens visés aux articles 2, § 1^{er}, 3, 4, 5, § 2, alinéa 1^{er}, 21^{bis}, 21^{quater}, 21^{noviesdecies} et 22 ».

En l'espèce, les praticiens concernés, à savoir ceux de l'art infirmier, sont visés à l'article 21^{quater} du même arrêté numéroté.

Dans sa version actuellement en vigueur, l'article 21^{quater} est rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'art infirmier tel qu'il est défini à l'article 21^{quinquies} s'il n'est porteur du diplôme ou du titre d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, du brevet ou du titre d'infirmier ou d'infirmière, du brevet ou du titre d'hospitalier ou d'hospitalière et s'il ne réunit pas, en outre, les conditions fixées par l'article 21^{sexies}.

§ 2. Pour l'exercice de l'art infirmier, est assimilée à l'infirmier gradué ou à l'infirmière graduée, la personne titulaire du diplôme d'accoucheuse.

§ 3. Les diplômes, brevets ou titres équivalents sont délivrés conformément aux dispositions arrêtées par le Roi ».

Cet article a toutefois été remplacé par l'article 34 de la loi du 10 août 2001 'portant des mesures en matière de soins de santé'¹. Il dispose désormais :

« § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'art infirmier, tel que visé à l'article 21*quinquies*, s'il n'est agréé en tant que porteur, soit du titre professionnel de praticien infirmier, soit du titre professionnel de praticien infirmier gradué, et si en outre il ne répond pas aux conditions fixées à l'article 21*sexies* ou s'il répond à la disposition du § 3 du présent article.

§ 2. L'agrément visé au § 1^{er} est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit répondu aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil fédéral de l'art infirmier.

L'agrément comme porteur du titre professionnel de praticien infirmier gradué ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur en soins infirmiers.

L'agrément comme porteur du titre professionnel de praticien infirmier ne peut être accordé qu'au porteur d'un brevet ou diplôme du 4^e degré de l'enseignement secondaire en soins infirmiers ou d'un brevet d'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section nursing.

Les diplômes ou brevets visés doivent avoir été délivrés après une formation dans le cadre de l'enseignement de plein exercice comportant au moins 3 années d'études ou son équivalent dans l'enseignement de promotion sociale, organisé dans un établissement scolaire reconnu par l'autorité compétente.

L'agrément visé au § 1^{er} ressort d'un document signé par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

§ 3. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, sont en possession du brevet ou du titre d'hospitalier ou d'hospitalière, du brevet ou du titre d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, du brevet ou du titre d'infirmier ou d'infirmière, du diplôme ou du titre 'in de verpleegkunde', du diplôme ou du titre d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, visés en application de l'article 21*sexies* sont agréées de plein droit en tant que porteurs du titre professionnel respectif d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, de praticien infirmier, ou de praticien infirmier gradué.

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, sont en possession d'un brevet ou titre non visé d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, peuvent exercer l'art infirmier, comme visé à l'article 21*quinquies*, si elles sont agréées en tant que porteuses du titre professionnel d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et si elles répondent aux conditions fixées à l'article 21*sexies*.

L'agrément est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit répondu aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil fédéral de l'art infirmier.

Cet agrément ressort d'un document signé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

¹ Encore modifié par l'article 73 de la loi du 19 décembre 2008 'portant des dispositions diverses en matière de santé', mais seulement pour modifier la dénomination du Conseil national de l'art infirmier, devenu le Conseil fédéral de l'art infirmier.

§ 4. Le porteur du titre professionnel d'accoucheuse, qui a obtenu son diplôme avant le 1^{er} octobre de la quatrième année après l'entrée en vigueur de l'article 34 de la même loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, peut exercer de plein droit l'art infirmier sous les mêmes conditions que les porteurs du titre professionnel de praticien infirmier gradué.

Le porteur du titre professionnel d'accoucheuse peut de plein droit exercer l'art infirmier dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la fertilité et de la néonatalogie ».

L'article 59, § 1^{er}, de la loi du 10 août 2001, qui fixait initialement l'entrée en vigueur de son article 34 le jour de sa publication au Moniteur belge, à savoir le 1^{er} septembre 2001, a été modifié par l'article 77 de la loi du 2 août 2002, qui, en vertu de l'article 207 de la même loi, rétroagit au 1^{er} septembre 2001 et prévoit désormais qu'il revient au Roi de déterminer la date d'entrée en vigueur de l'article 21^{quater}. La nouvelle version de l'article 21^{quater} n'est toutefois pas en vigueur.

Cette opération était explicitée comme suit dans le commentaire des articles :

« L'article 53 prévoit que la date d'entrée en vigueur des articles 28, 34 et 36 est reportée jusqu'à une date qui sera déterminée par le Roi. Ceci, afin de donner à l'administration le temps nécessaire pour octroyer les agréments aux demandeurs.

[...]

Afin d'assurer la continuité des soins et vu le laps de temps nécessaire entre la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé et la date de publication des arrêtés d'exécution, il est ajouté à l'article 59 de la loi précitée un alinéa afin d'éviter que les accoucheuses et les infirmiers ne puissent exercer leur profession dans l'illégalité.

En vue de la légalité, il est souhaitable que les articles 53, 54 et 55 entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2001 »².

3. Invitée à justifier le fait que cette disposition n'est toujours pas en vigueur, la déléguée de la ministre a répondu :

« Selon l'exposé des motifs de la loi-programme du 2 août 2002, Il y avait lieu de modifier cette date d'entrée en vigueur « afin de donner à l'administration le temps nécessaire pour octroyer les agréments aux demandeurs. » (Doc. parl., Ch., sess.ord., 2001-2002, 1823/001, p. 27) et la situation est restée en l'état depuis. Il n'a donc pas encore été décidé de mettre concrètement en place le système d'agrément pour les infirmiers ».

4. Au regard de l'article 108 de la Constitution, ce constat ne permet pas de qualifier de raisonnable un délai de plus de 12 ans pour faire entrer en vigueur³ une disposition législative.

² Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 50-1823/1, p. 27.

³ En ce sens, dans son avis 30.284/3 du 10 juillet 2000 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 'portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants', la section de législation du Conseil d'État faisait l'observation suivante :
« En ce qui concerne la méthode ainsi suivie, le Conseil d'État se doit de relever qu'en ne prenant pas un arrêté qui pourvoit à l'exécution intégrale de la loi du 15 avril 1994, plus de six ans après la promulgation de celle-ci, le

Il appartient donc au Roi de mettre en œuvre le plus rapidement possible le système d'agrément visé aux articles 21^{quater} et suivants de l'arrêté n° 78 précité.

5. Sous cette importante réserve, le projet à l'examen n'appelle pas d'observation.

*

pouvoir exécutif paraît manquer à l'obligation découlant de l'article 108 de la Constitution. Selon cette disposition constitutionnelle, le Roi fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution. En vertu de cette disposition, le pouvoir exécutif a l'obligation d'arrêter les modalités d'exécution nécessaires, afin que la loi puisse produire pleinement ses effets [*note de bas de page 1 de l'avis* : Cons. Cass., 23 avril 1971, avec concl. de l'avocat général F. Dumon, Pas., 1971, I, p. 752].

Cette obligation d'exécuter les lois garde toute sa valeur, même si le législateur a réservé au Roi le pouvoir de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi, comme c'est le cas en l'occurrence de l'article 54 de la loi du 15 avril 1994 précitée.

Il faut pourvoir à l'exécution de la loi dans un délai raisonnable. En l'espèce, le Conseil d'État ne distingue pas immédiatement les circonstances susceptibles de justifier l'absence d'un arrêté d'exécution ».

Voir également, notamment, l'avis 48.963/2 du 15 décembre 2010 sur un projet d'arrêté royal 'd'exécution de l'article 91, § 3 de la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus' et l'avis 49.115/2 du 19 janvier 2011 sur un projet d'arrêté royal 'déterminant la date d'entrée en vigueur du chapitre VII du titre V de la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus et déterminant les règles relatives au transfèrement et à la surveillance'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 september 2006 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels en bijzondere beroepsbekwaamheden voor de beoefenaars van de verpleegkunde’ brengt twee wijzigingen aan in de lijst van de bijzondere beroepstitels voor de houders van het diploma of de titel van gegradueerde verpleger of van bachelor in de verpleegkunde.

De gemachtigde van de minister heeft het volgende gesteld: “la modification concernant la santé communautaire a pour but de corriger une erreur de traduction et pour celle concernant les soins péri-opératoires, il s’agit d’une demande émanant du Conseil national représentant la profession infirmière afin d’adapter au mieux la formulation de cette spécialisation par rapport à la réalité de l’exercice de l’art infirmier”.

2. Zoals in de aanhef wordt aangegeven, vindt het voorliggende ontwerp zijn rechtsgrond in artikel 35ter van koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’, dat luidt als volgt:

“De Koning stelt de lijst van bijzondere beroepstitels en van bijzondere beroepsbekwaamheden vast voor de in de artikelen 2, § 1, 3, 4, 5, § 2 eerste lid, 21bis, 21quater, 21noviesdecies en 22 bepaalde beoefenaars”.

In casu worden de betrokken beoefenaars, te weten de beoefenaars van de verpleegkunde, in artikel 21quater van hetzelfde genummerde besluit vermeld.

De thans geldende versie van artikel 21quater luidt als volgt:

“§ 1. Niemand mag de verpleegkunde zoals ze is bepaald in artikel 21quinquies uitoefenen die niet in het bezit is van het diploma of de titel van gegradueerde verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleegassistent of -assistente, en die bovendien de voorwaarden gesteld in artikel 21sexies niet vervult.

§ 2. Voor de uitoefening van de verpleegkunde wordt de persoon die in het bezit is van een diploma van vroedvrouw gelijkgesteld met de gegradueerde verpleger of verpleegster.

§ 3. De diploma’s, brevetten of gelijkwaardige titels worden afgeleverd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde bepalingen”.

Dat artikel is evenwel vervangen bij artikel 34 van de wet van 10 augustus 2001 'houdende maatregelen inzake gezondheidszorg'.¹ Voortaan luidt het als volgt:

“§ 1. Niemand mag de verpleegkunde, zoals bedoeld in artikel 21*quinquies*, uitoefenen indien hij niet erkend is als drager van hetzij de beroepstitel van verpleegkundige, hetzij de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige en bovendien niet beantwoordt aan de voorwaarden, gesteld in artikel 21*sexies* of beantwoordt aan § 3 van dit artikel.

§ 2. De erkenning bedoeld in § 1 wordt toegekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure en voor zover is voldaan aan de door de Koning bepaalde erkenningscriteria, na advies van de Federale Raad voor Verpleegkunde.

De erkenning als drager van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige kan enkel worden toegekend aan de drager van een diploma van hoger onderwijs in de verpleegkunde.

De erkenning als drager van de beroepstitel van verpleegkundige kan enkel worden toegekend aan dragers van een brevet of diploma van de 4de graad van het secundair onderwijs in de verpleegkunde of van een brevet van aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde.

Bedoelde diploma's of brevetten moeten uitgereikt zijn na een opleiding in het kader van het onderwijs met volledig leerplan van minstens drie studie jaren of van het equivalent ervan in het onderwijs van sociale promotie, georganiseerd in een door de bevoegde overheid erkende onderwijsinstelling.

De erkenning bedoeld in § 1 blijkt uit een door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of een door hem gemachtigde ambtenaar getekend document.

§ 3. De personen die op datum van inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg in het bezit zijn van een in toepassing van artikel 21*sexies* geïssueerd brevet of titel van verpleegassistent of verpleegassistente, van ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente, het brevet of de titel van verpleger of verpleegster, het diploma of de titel in de verpleegkunde, het diploma of de titel van gegradueerd verpleger of gegradueerde verpleegster, worden van rechtswege erkend als drager van de respectieve beroepstitel van verpleegassistent of verpleegassistente, ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente, van verpleegkundige of gegradueerde verpleegkundige.

De personen die op datum van de inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake de gezondheidszorg in het bezit zijn van een niet-geïssueerd brevet of titel van verpleegassistent of verpleegassistente, van ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente, mogen de verpleegkunde, zoals bedoeld in artikel 21*quinquies* uitoefenen indien zij erkend zijn als drager van de beroepstitel van verpleegassistent of verpleegassistente, ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente en indien zij beantwoorden aan de voorwaarden, gesteld in artikel 21*sexies*.

De erkenning wordt toegekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure en voor zover is voldaan aan de door de Koning bepaalde erkenningscriteria, na advies van de Federale Raad voor Verpleegkunde.

¹ Voorts gewijzigd bij artikel 73 van de wet van 19 december 2008 'houdende diverse bepalingen inzake gezondheidszorg', maar alleen om de benaming van de Nationale Raad voor Verpleegkunde te wijzigen in "Federale Raad voor Verpleegkunde".

Deze erkenning blijkt uit een door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of een door hem gemachtigde ambtenaar getekend document.

§ 4. De drager van de beroepstitel van vroedvrouw die haar diploma heeft behaald vóór 1 oktober van het vierde jaar na inwerkingtreding van artikel 34 van dezelfde wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg, mag van rechtswege de verpleegkunde uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als de dragers van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige.

De drager van de beroepstitel van vroedvrouw mag van rechtswege de verpleegkunde uitoefenen binnen het terrein van de verloskunde, de fertiliteitsbehandeling en de neonatologie”.

Artikel 59, § 1, van de wet van 10 augustus 2001, dat oorspronkelijk de inwerkingtreding van artikel 34 van die wet vaststelde op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, namelijk op 1 september 2001, is gewijzigd bij artikel 77 van de wet van 2 augustus 2002, dat krachtens artikel 207 van dezelfde wet terugwerkt tot 1 september 2001 en voortaan bepaalt dat de Koning de datum van de inwerkingtreding van artikel 21^{quater} moet vaststellen. De nieuwe versie van artikel 21^{quater} is evenwel nog niet in werking.

In de bespreking van de artikelen is deze aanpak als volgt geëxpliciteerd:

“In artikel 53 worden de inwerkingtreding van de artikelen 28, 34 en 36 uitgesteld tot een door de Koning te bepalen datum. Dit om de administratie de tijd te geven om de erkenningen toe te kennen aan de aanvragers.

(...)

Teneinde de continuïteit van de zorgverstrekking te verzekeren en gelet op de tijdsperiode die nodig is tussen de datum van inwerkingtreding van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg en het ogenblik van publicatie van de uitvoeringsbesluiten wordt in artikel 59 van voornoemde wet een lid toegevoegd en dit om te voorkomen dat vroedvrouwen en verpleegkundigen in de illegaliteit hun beroep zouden kunnen uitoefenen.

Teneinde de legaliteit tegemoet te komen is het aangewezen om de artikelen 53, 54 en 55 in werking te laten treden op 1 september 2001”.²

3. Toen de gemachtigde van de minister werd gevraagd waarom die bepaling nog steeds niet in werking is, heeft ze het volgende geantwoord:

“Selon l'exposé des motifs de la loi-programme du 2 août 2002, Il y avait lieu de modifier cette date d'entrée en vigueur 'afin de donner à l'administration le temps nécessaire pour octroyer les agréments aux demandeurs.' (Doc. parl., Ch., sess.ord., 2001-2002, 1823/001, p. 27) et la situation est restée en l'état depuis. Il n'a donc pas encore été décidé de mettre concrètement en place le système d'agrément pour les infirmiers”.

4. Op basis van deze vaststelling kan een termijn van meer dan 12 jaar om een wettelijke bepaling in werking te doen treden, niet als redelijk worden beschouwd in het licht van artikel 108 van de Grondwet.³

² *Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 50-1823/1, 27.

De Koning moet dus zo spoedig mogelijk uitvoering geven aan de regeling inzake erkenning, bedoeld in de artikelen 21^{quater} en volgende van het voornoemde koninklijk besluit nr. 78.

5. Onder dat belangrijke voorbehoud geeft het voorliggende ontwerp geen aanleiding tot opmerkingen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS

³ In die zin, in haar advies 30.284/3 van 10 juli 2000 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 20 juli 2001 'houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen' heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt:

"In verband met de aldus gevolgde werkwijze moet de Raad van State opmerken dat door het niet-nemen van een besluit tot algehele uitvoering van de wet van 15 april 1994, ruim zes jaar na de afkondiging van die wet, de uitvoerende macht lijkt tekort te komen aan de verplichting voortvloeiend uit artikel 108 van de Grondwet. Luidens deze grondwetsbepaling maakt de Koning de verordeningen en neemt hij de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen. Op grond van die bepaling is de uitvoerende macht verplicht de nodige uitvoeringsmaatregelen te nemen, opdat de wet haar volle uitwerking zou kunnen krijgen (*Voetnoot 1 van het advies*: Rdpl. Cass., 23 april 1971, met concl. advoc.-gen. F. Dumon, Arr. Cass., 1971, 786).

Die verplichting om de wetten uit te voeren blijft ten volle haar gelding hebben, ook al heeft de wetgever het aan de Koning overgelaten de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet te bepalen, zoals in casu het geval is met artikel 54 van de voornoemde wet van 15 april 1994.

De uitvoering van de wet moet binnen een redelijke termijn gebeuren. De Raad van State ziet te dezen niet onmiddellijk omstandigheden die het uitblijven van een uitvoeringsbesluit kunnen verantwoorden".

Zie ook, onder andere, advies 48.963/2 van 15 december 2010 over een ontwerp van koninklijk besluit 'ter uitvoering van artikel 91, § 3, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden' en advies 49.115/2 van 19 januari 2011 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van hoofdstuk VII van titel V van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden en tot bepaling van de regels inzake de overbrenging en bewaking'.